



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 12 – Du 19 au 25 mars 2021

En bref

Afghanistan : Seconde livraison de matériel de construction par l'Inde pour le développement du port de Chabahar. Visite du ministre afghan des Affaires étrangères à New Delhi. Chute de 21% des exportations afghanes au terme de l'exercice 2020. Soutien budgétaire de 225 M USD apporté par le FMI pour l'exercice en cours. Inauguration du barrage de Kamal Khan.

Bangladesh : Lancement du fonds public de financement dans les infrastructures. Révision à la baisse du budget 2020/21. Fonds de soutien de 50 M EUR pour les start-ups. La Chine sollicitée pour un projet de 30 M€ de réduction de la fracture numérique.

Bhoutan : Réduction du déficit commercial de 14% en 2020. 11,7 M BTN décaissés pour 10 projets dans le cadre du système national de garantie du crédit. Le budget de l'exercice à venir déterminé par des objectifs de performance annuelle.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Fitch : prévision de croissance à 12,8% pour 2021/22. *Finances publiques* : Vote de la Loi de Finance. Vote du relèvement du plafond des IDE dans les assurances. Taxe digitale amendée. Sortie de l'Etat du capital de *Tata Communications* pour 88,5 Mds INR. *Secteurs bancaire et financier* : Refus de la Cour Suprême de statuer sur l'extension du moratoire des prêts. Nouvelles normes de valorisation pour les obligations perpétuelles. Nouvelles lignes directrices du SEBI pour les marchés financiers. *Autres informations* : Les règles indiennes sur le *e-commerce* partiales selon la Banque mondiale. 4 Mds USD de recettes pour le *Serum Institute of India* d'ici 2022. *Task force* pour améliorer le climat des affaires.

Maldives : Forte hausse de la dette publique, y compris externe. Ouverture du secteur des maisons d'hôtes aux investisseurs étrangers.

Népal : Signature d'un accord de prêt de 24 M USD avec la Banque mondiale pour le développement du secteur forestier. 75 M USD débloqués par la Banque mondiale pour l'achat de vaccins. Visite d'Etat de la Présidente du Népal au Bangladesh. Les embouteillages à Katmandou coûteraient 1 Md USD/an.

Pakistan : Décaissement de la troisième tranche de la facilité élargie de crédit du FMI (500 M USD). Les flux nets d'IDE chutent de 29,9 % au terme des huit premiers mois de l'exercice en cours. Excédent du solde de la balance des transactions courantes dans le même temps. Maintien par la Banque centrale de son taux directeur à 7 % pour la 4^{ème} fois consécutive. Les exportations régionales en baisse de 22 %. Subvention du Japon de 39 M USD. *Habib Bank Limited* ouvre une succursale à Pékin.

Sri Lanka : Extension de 6 mois du moratoire sur le remboursement des prêts du secteur touristique. Hausse du plafond de la garantie des dépôts à 1,1 M LKR. Visite du Premier ministre au Bangladesh. Commande de 7 M de doses du vaccin « *Sputnik V* ».

Afghanistan

Seconde livraison de matériel de construction par l'Inde pour le port de Chabahar

L'Inde a livré un nouveau lot d'équipements lourds évalué à 7,5 M USD, le second après celui de janvier dernier. Bien qu'en Iran, le port revêt une importance stratégique pour l'Afghanistan. Il fournit une alternative pour le commerce avec l'Inde car il est situé 800 km plus près de la frontière de l'Afghanistan que le port de Karachi. En mai 2016, *India Ports Global* et la société iranienne *Aria Banader Iranian Port and Marine Services Company* ont signé un accord pour équiper et exploiter le terminal de Shahid Behesti, avec un investissement en capital de 85,2 M USD. Bien que le port de Chabahar ait obtenu une dérogation aux sanctions américaines contre l'Iran, l'Inde a rencontré des problèmes pour acquérir du matériel lourd auprès de pays étrangers, en raison de la réticence des banques étrangères à ouvrir des lettres de crédit (LoC) pour un projet en Iran.

Visite du ministre des Affaires étrangères en Inde

Le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Haneef Atmar, s'est rendu à New Delhi du 22 au 24 mars, quelques jours avant une réunion régionale cruciale sur l'Afghanistan à laquelle devraient participer ses homologues indiens et pakistanais. Il s'est notamment entretenu avec son homologue indien S. Jaishankar, le conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval et d'autres hauts fonctionnaires. Les discussions ont essentiellement porté sur les relations bilatérales, la coopération économique et sécuritaire et le processus de paix afghan.

Chute de 21% des exportations afghanes au terme de l'exercice 2020

Selon les chiffres de la Chambre de commerce et d'investissement afghane (ACCI), les exportations ont été ramenées de 1 Md USD au terme de l'exercice 2019 (22 décembre 2018 au 20 décembre 2019) à 776 M USD au terme de

l'exercice 2020. Les exportations vers l'Inde ont été estimées à 405 M USD (52% du total) tandis que celles à destination du Pakistan ont été évaluées à 211 M USD. Le reste des marchandises, essentiellement des fruits frais et secs, a été exporté vers les pays voisins.

Soutien budgétaire de 225 M USD apporté par le FMI pour l'exercice en cours

Les dépenses totales inscrites au budget de l'exercice 2021 (débuté le 21 décembre dernier) sont évaluées à 473 Mds AFN (plus de 6 Mds USD). Dans le détail, 311 Mds AFN (4 Mds USD) sont inscrits au titre des dépenses courantes tandis que 161 Mds AFN seraient dédiés aux dépenses d'investissement. Selon le troisième projet de loi de Finances pour l'exercice à venir, le déficit budgétaire devrait s'élever à 37,6 Mds AFN (448 M USD) et serait donc couvert à hauteur de 46% par le soutien budgétaire du FMI. Le reste du déficit devrait être comblé par d'autres bailleurs internationaux.

Inauguration du barrage de Kamal Khan

Le président Ghani s'est rendu le 24 mars dans l'ouest de la province de Nimroz où il a officiellement inauguré le barrage de Kamal Khan. Selon l'Autorité nationale de régulation des affaires de l'eau, le barrage construit le long de la rivière Helmand irriguera 174 000 ha de terres dans trois districts et fournira de l'eau au centre provincial. Il devrait fournir 9 MW d'électricité et son réservoir a la capacité de stocker jusqu'à 52 M m³ d'eau douce. Pour rappel, les travaux de construction du barrage ont débuté en 1974 avant d'être interrompus quatre ans plus tard. Les travaux de la 3ème phase du barrage ont débuté le 19 avril 2017.

Bangladesh

Lancement du fonds public de financement dans les infrastructures

Le gouvernement a officiellement lancé le 15 mars le *Bangladesh Infrastructural Development Fund*, destiné à financer la part étrangère des projets d'infrastructures publiques, à partir de ses réserves monétaires (42,9 Mds USD fin janvier 2021). Initié dès 2016 et relancé par la Première ministre en juillet 2020, le BIDF est présenté comme la première initiative du genre en Asie du sud. Il servira des prêts relais en devises étrangères, via des banques publiques, aux autorités administratives en charge de projets d'infrastructures (pour l'instant dans les secteurs énergétique et portuaire). L'enveloppe annuelle des prêts ne devra pas dépasser 2 Mds USD. Il n'est pas exclu que le secteur privé puisse en bénéficier à terme.

Révision à la baisse du budget 2020/21

En raison d'une collecte insuffisante, le ministre des Finances a réduit de 5,3% le budget pour l'exercice en cours, clos le 30 juin prochain. Les dépenses sont ainsi ramenées à 5 380 Mds BDT (53,8 Mds EUR), réparties entre 3 400 Mds BDT de dépenses courantes et 1 980 Mds BDT de dépenses d'investissements. Les prévisions de recettes se situent désormais à 3 490 Mds BDT et les recettes fiscales à 3 010 Mds BDT, en retrait de 8,8% sur l'objectif initial de 3 300 Mds BDT. La collecte de TVA devrait s'élever à 1 100 Mds BDT devant l'impôt sur le revenu (970 Mds BDT) et les recettes douanières (940 Mds BDT).

Plusieurs analystes estiment que les recettes fiscales ne dépasseront pas 2 400 Mds BDT, avec un écart de 610 Mds BDT, et tablent sur un déficit de 8 à 9% en fin d'exercice contre les 5,8% initialement prévus. Le déficit de l'exercice 2019/20 s'est élevé à 4,8%, sous la barre traditionnelle des 5% respectée depuis 2014.

La collecte du *National Board of Revenue* s'élève sur les 7 premiers mois de l'exercice budgétaire à 1 320 Mds BDT, en hausse de 4,6% en g.a. mais en

retrait de 368 Mds BDT sur l'objectif initial. Pour atteindre son objectif révisé, le NBR doit mobiliser 1 690 Mds BDT sur les 5 prochains mois, hypothèse jugée irréaliste. En 2019/20, la collecte fiscale (3 000 Mds BDT) avait baissé de 2,2%, une première depuis l'indépendance.

Fonds de soutien de 50 M EUR pour les start-ups

La *Bangladesh Bank* va mettre sur pied un fonds de soutien doté d'une première enveloppe de 50 M EUR pour financer le démarrage des start-ups du secteur des technologies de l'information. Les banques commerciales feront les avances et seront refinancées par BB. Les prêts seront plafonnés à 100 000 EUR, d'une durée maximale de 5 ans et portant un intérêt de 4%. Les banques pourront se refinancer à un taux de 0,5%; elles bénéficieront par ailleurs d'un assouplissement du régime de provision, ramené à 5% des encours contre 20% dans le régime général; enfin, les taux de provisionnement sur les prêts défaillants sont également réduits (de 30% à 50% contre 50 et 100%).

Une précédente initiative de BB (*Entrepreneurship Support Fund*) n'avait pas donné les résultats escomptés en dépit d'un taux d'intérêt plafonné à 2%, car les conditions collatérales étaient trop rigides, sur un secteur où la valorisation du projet est difficile à quantifier. Par ailleurs, la *Bangladesh Bank* a demandé aux banques commerciales de constituer chacune sur leurs fonds propres un fonds de soutien aux start-ups, représentant 1% des bénéfices d'exploitation à compter de l'exercice 2020. Le fonds sera provisionné durant 5 ans et servira un intérêt plafonné à 4%.

La Chine sollicitée pour un projet de 30 M€ de réduction de la fracture numérique

Dans le cadre du programme *Digital Bangladesh*, le gouvernement a indiqué souhaiter investir 100 Mds BDT (1 Md EUR) dans le développement du réseau mobile de l'opérateur public *Teletalk* dans les zones rurales sur les 5 prochaines années. Le ministère des Finances a pris alors contact avec la Chine pour qu'elle contribue, à

hauteur de 30 Mds BDT (300 M EUR), à la mise en place du projet. La Chine serait particulièrement intéressée par le financement au Bangladesh du réseau 5G.

Bhoutan

Réduction du déficit commercial de 14% en 2020

Selon les rapports du ministère du Revenu et des Douanes, le déficit de la balance commerciale bhoutanaise a été ramené de 21 Mds BTN en 2019 (290 M USD) à 18 Mds BTN en 2020 (250 M USD). L'augmentation des exportations d'électricité, principalement due à la récente mise en service du projet *Mangdechhu* en juin 2019, a été l'un des principaux facteurs qui ont contribué à la réduction du déficit commercial. En 2020, les exportations d'électricité ont été portées de 16 à 27 Mds BTN, soit une augmentation de 68,8% en g.a. Dans le même temps, la fermeture des frontières avec l'Inde, principal partenaire commercial, a eu un effet sur les importations qui ont chuté de 27,3% en g.a. (ramenées de 66 à 48 Mds BTN).

11,7 M BTN décaissés pour 10 projets dans le cadre du système national de garantie du crédit

Cinq mois après son lancement, 38 projets ont été approuvés (sur un total de 174 candidatures) pour un montant total estimé à 128,1 M BTN (environ 2 M USD). Les projets couvrent des secteurs variés, de l'agriculture à la technologie des médias en passant par les services postaux, et devraient créer plus de 400 emplois, selon le cabinet du Premier ministre. Pour rappel, le gouvernement a lancé le 5 octobre le système national de garantie du crédit (NCGS) afin d'améliorer l'accès au financement rendu encore plus difficile pendant la crise sanitaire. Cette mesure contracyclique vise à soutenir les investissements grâce à la mise en place d'une garantie des prêts utilisés pour la création d'une entité commerciale viable.

Le budget de l'exercice à venir déterminé par des objectifs de performance annuelle

Pour le prochain exercice budgétaire 2021/22 (juil.-juin), le budget sera attribué sur la base de d'un accord de performance annuelle (APA). Les agences étatiques devront soumettre les objectifs au titre de l'APA en même temps que leur projet de budget prévisionnel. Les objectifs seront examinés par le Cabinet du Premier ministre (PMO), la Commission du bonheur national brut (GNHC) et le ministère des Finances. Les trois organes nationaux de coordination examineront et élimineront les cibles moins prioritaires, puis approuveront le budget.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Fitch: révision des prévisions de croissance à 12,8% pour 2021/22

L'agence de notation a revu sa prévision initiale de 11% à 12,8%. Elle justifie cette révision par la reprise de l'économie plus rapide qu'attendue. Cette dernière prévision se rapproche de celle de l'OCDE de 12,6%.

Finances publiques

Vote de la Loi de Finance par le Parlement

La chambre basse du Parlement, la Lok Sabha ainsi que la chambre haute, la Rajya Sabha, ont toutes deux voté la proposition de loi de Finance du gouvernement pour l'exercice 2021/22. La session parlementaire était initialement prévue pour durer jusqu'au 8 avril, mais semble avoir été écourtée en raison des prochaines élections législatives en Assam, au Bengale-Occidental, Tamil Nadu, Kerala et à Pondichéry. A noter la couverture médiatique relativement faible autour des débats parlementaires. Pour rappel le parti au pouvoir, le BJP, est majoritaire dans les deux chambres.

Vote du relèvement du plafond des IDE dans les assurances

Le Parlement indien a validé la proposition du projet de Loi de Finance 2021/22 d'élever le plafond des IDE dans le secteur des assurances de 49% à 71%. L'*Insurance (Amendment) Bill 2021* amende donc l'*Insurance Act* de 1938 et devrait permettre aux compagnies d'assurance indiennes de lever davantage de fonds et d'améliorer leur solvabilité.

Amendement sur la taxe digitale

Lors de la session parlementaire pour le vote du Budget 2021/22, la ministre des Finances a introduit un nouvel amendement destiné à soulager les plateformes étrangères de e-commerce. Elles n'auront pas à s'acquitter des 2% de taxe digitale, pour ce qui est des biens indiens vendus en Inde. Cette taxe, introduite en avril 2020, concerne les entreprises non résidentes, dont le chiffre d'affaires excède 200 M INR (2,8 M USD) et couvre uniquement les ventes en Inde de biens et services en ligne. Elle vise à rééquilibrer les rapports de forces entre les entreprises domiciliées, et taxées, en Inde et les entreprises de e-commerce domiciliées à l'étranger. La taxe digitale est devenue un enjeu important après avoir été dénoncée par les Etats-Unis comme discriminatoire. Selon un rapport de l'*US Trade Representative* rendu public en janvier, sur les 119 entreprises étrangères visées par cette taxe, 86 sont américaines (72%) et la charge de cette taxe représenterait 30 M USD.

Sortie de l'Etat du capital de Tata Communications pour 88,5 Mds INR (1,2 Mds USD)

L'Etat indien a cédé ses parts (26,1%) et se rapproche ainsi de la cible de cessions d'actifs pour l'exercice 2020/21 (avril-mars), ramenée à 320 Mds INR (4,4 Mds USD) dans la révision de la Loi de Finance présentée en février dernier, en amont du projet de budget pour l'exercice 2021/22. Pour l'heure les cessions d'actifs de l'exercice 2020/21 atteignent 310 Mds INR. Pour rappel, la cible initiale, avant la révision de février

était de 2100 Mds INR (28,9 Mds USD) et celle présentée pour l'exercice à venir atteint 1750 Mds INR. En réaction, le cours de l'action de *Tata Communications* avait plongé lundi dernier de 2,13%.

Secteurs bancaire et financier

Refus de la Cour Suprême de statuer sur l'extension du moratoire des prêts

La Cour Suprême a refusé d'étendre de six mois supplémentaires, le moratoire des prêts, au motif que cette décision relevait de la Banque centrale (RBI). La Cour a rejeté également la requête d'allègement des taux d'intérêts pour les prêts non remboursés depuis six mois. Cette décision a été accueillie avec soulagement par les banques, échaudées par la décision de la Cour en septembre 2020 et désormais caduque, de suspendre pour six mois, la classification des prêts en prêt non performants (PNP). La Cour a, toutefois, déclaré que des intérêts de retard ne sauraient être appliqués aux mauvais payeurs, sauf en cas de défaut volontaire. La Cour a également accordé la possibilité d'allègement des intérêts composés. L'agence de notation ICRA Ltd estime le montant de la compensation gouvernementale pour ces intérêts composés entre 70 et 75 Mds INR (environ 1 Md USD), montant supérieur aux 65 Mds INR déjà déboursés pour la première vague d'intérêts composés.

Pour rappel, le 27 mars dernier, à l'occasion de la première vague de la Covid-19, la RBI a annoncé un moratoire qui autorisait le report des remboursements des prêts arrivant à échéance entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020. Il a par la suite été étendu au 31 août. En mai 2020 près de 50% des prêts étaient couverts par le moratoire et 30% en août.

Selon l'ICRA les PNP représentaient 7% du total des prêts au 31 décembre 2020, et 8% sans la décision de la Cour Suprême. A noter toutefois que, malgré la décision de la Cour de suspendre la classification des PNP, les banques les ont, d'elles-mêmes, classifiés en tant que « proforma non performing assets ».

Nouvelles normes de valorisation pour les obligations perpétuelles

Le *Security and Exchange Board of India* (SEBI), régulateur des marchés indiens, est revenu sur sa réforme de valorisation des obligations perpétuelles (Additional tier-I (AT-1) et Tier-II). Les obligations AT-1 seront valorisée selon leur maturité résiduelle estimée à 10 ans jusqu'au 31 mars 2022 puis 20 ans au 1^{er} avril 2022, 30 ans au 1^{er} octobre 2022 et enfin 100 ans au 1^{er} avril 2023. Initialement, le SEBI prévoyait de passer la maturité estimée directement à 100 ans. Mais face à l'inquiétude des fonds communs de placement qui détiennent près de 40% de ces titres (pour un total estimé de 900 Mds INR), la possible hausse des intérêts qui résulterait de cette révision, ainsi que l'intervention du gouvernement, le régulateur a fait le choix de la progressivité. La volonté première du SEBI était d'inciter les banques en quête de liquidités à se détourner de ces actifs risqués. En octobre dernier, la RBI avait dû annuler 84 Mds INR de titres AT-1 de la *Yes Bank* en difficulté.

Jusqu'alors les émetteurs étaient autorisés à ajouter une option de *call* à échéance 10 ans voire 15 ans et ces obligations perpétuelles pouvaient donc être évaluées comme des titres de maturité 10 - 15 ans. Ces options étaient devenues presque systématiques et réduisaient le risque pour l'investisseur.

Nouvelles lignes directrices du SEBI pour les marchés financiers

Dans la continuité du bug informatique qui a touché la *National Stock Exchange* le mois dernier, le SEBI a enjoint les marchés boursiers à agir plus rapidement en cas de perturbation technique, à renforcer leurs systèmes et à être prêts à se rabattre rapidement sur les serveurs de secours. Le SEBI a exhorté la NSE à trouver pourquoi la direction n'avait pas su se rabattre sur ces serveurs lors de l'incident et à en désigner les responsables. Le SEBI indique, par ailleurs, que les institutions de marché doivent rapporter toute perturbation grave dans les 30 minutes et

prendre des mesures adéquates dans les 45 minutes au lieu de deux heures requises précédemment.

Autres informations

Les règles indiennes sur le e-commerce possiblement partiales selon la Banque mondiale

La Banque mondiale, dans son rapport *Stronger Data Systems Needed to Fight Poverty* suggère que les règles qui régissent le e-commerce en Inde favoriseraient davantage les entreprises locales au détriment des entreprises étrangères. Pour rappel, le Département de l'Industrie indien a interdit aux plateformes étrangères de détenir ou de contrôler les marchandises en vente sur leur site et mis en place des restrictions sur les IDE du secteur.

4 Mds USD de recettes pour le *Serum Institute of India* d'ici 2022

La vente de 70 M de doses du vaccin anti-Covid *Covishield*, à près de 80 pays, a déjà permis au premier laboratoire indien d'engranger 250 M USD de recettes ces 3 derniers mois et elles pourraient atteindre 1 Md USD fin 2021. Le prix moyen d'une dose est compris entre 2 et 4 USD (2 USD pour le gouvernement indien) et le SII s'est déjà engagé à en livrer 3 Mds.

Task force pour améliorer le climat des affaires

Le think tank NITI Ayog a mis en place deux *task force* pour faciliter le règlement des différends entre les entreprises et l'administration et l'exécution des contrats. L'objectif est de formuler un cadre stratégique qui devrait comprendre un tribunal dédié.

Maldives

Forte hausse de la dette publique, y compris externe

La dette publique totale, incluant les garanties de l'Etat, a atteint 149% du PIB à la fin 2020 (soit 5,6

Mds USD pour un taux de change de 1 USD = 15,4 MVR) contre 78% en 2019 selon les données du ministère des Finances. La dette publique totale a par conséquent augmenté de 27,4% en g.a sur la période étudiée. La dette de l'Etat au sens strict (hors garanties) a représenté 115% du PIB en 2020. La dette publique externe (en incluant les garanties) s'est fixée à 76% du PIB à la fin 2020 (contre 40% en 2019). Cette hausse de la dette s'explique notamment par la chute du PIB l'an dernier, de -29,3% selon les dernières prévisions de la MMA, aux dépenses de santé supplémentaires engendrées par la pandémie ainsi que la forte baisse des recettes du fait de l'effondrement du tourisme.

Ouverture du secteur des maisons d'hôtes aux investisseurs étrangers

Le ministère du Tourisme a modifié la réglementation en vigueur en vue de permettre aux étrangers d'investir dans le développement et la gestion de maisons d'hôtes aux Maldives. La licence pour l'exploitation de maisons d'hôtes sera dorénavant accessible aux sociétés ou partenariats qui impliquent des étrangers. La part étrangère ne pourra néanmoins dépasser les 49%. En outre, la délivrance de cette licence reste sujette à la politique en vigueur sur les IDE.

Népal

Signature d'un accord de prêt de 24 M USD avec la Banque mondiale pour le développement du secteur forestier

Le gouvernement népalais et la Banque mondiale ont signé aujourd'hui des accords de prêt et de don pour le projet *Forests for Prosperity* de 24 M USD (6,1 M sous forme de don et 17,9 M sous forme de prêt concessionnel). Le projet contribuera à transformer le secteur forestier du Népal en améliorant la gestion durable des forêts et en développant un secteur privé forestier fort. Ces activités se traduiront par de multiples avantages pour les populations tributaires de la forêt dans certaines municipalités de la province 2 et de la province de Lumbini.

75 M USD débloqués par la Banque mondiale pour l'achat de vaccins

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a débloqué 75 M USD via l'Association internationale de développement (IDA) pour l'achat et la distribution des vaccins. Le financement devrait faciliter la vaccination d'au moins un tiers de la population grâce à un plan de distribution équitable. La majeure partie du nouveau financement (90%) ira à l'achat de vaccins Covid-19 et au déploiement pour les populations prioritaires au-delà des 20% qui seront vaccinés via COVAX. Le reste du financement aidera à renforcer le système de santé pour soutenir l'effort de vaccination et acheter d'autres fournitures liées au Covid-19 telles que des tests de diagnostic, du matériel de laboratoire et des produits thérapeutiques.

Visite d'Etat de la Présidente au Bangladesh

La Présidente du Népal, Bidya Devi Bhandari, a effectué une visite d'Etat de deux jours au Bangladesh sur invitation de son homologue bangladais, le président Abdul Hamid. Cette visite a été effectuée à l'occasion de la célébration du centenaire de la naissance de Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, père de la nation du Bangladesh, à Dhaka. Le ministre des Affaires étrangères, Pradeep Kumar Gyawali, a également fait partie de la délégation.

Les embouteillages à Katmandou coûteraient 1 Md USD par an

Selon une étude rédigée par l'économiste Sher Jung Bahadur Chand, chercheur postdoctoral à l'Atlantic International University aux États-Unis, les embouteillages à Katmandou coûteraient 116 Mds NPR par an, soit l'équivalent de 3% du PIB népalais. Le rapport indique que la circulation a entraîné une augmentation du nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale de 5% et que les embouteillages augmentent le montant des émissions de carbone de 28% et la dépréciation du prix des véhicules de 4%. Ces chiffres ont été collectés par vingt chercheurs qui ont mené l'enquête auprès de plus de 1 200 personnes au cours des six derniers mois.

Pakistan

Décaissement de la troisième tranche de la facilité élargie de crédit du FMI (500 M USD)

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 24 mars 2021 les deuxième, troisième, quatrième et cinquième revues de la facilité élargie de crédit qui avait été mise en place le 3 juillet 2019 (durée de 39 mois et montant d'environ 6 Mds USD, dont 1,5 Mds USD versés jusqu'ici). Le programme FMI avait été suspendu en raison du haut niveau d'incertitude lié à la crise sanitaire (l'accord trouvé au niveau des équipes techniques sur la deuxième revue du programme fin février 2020 n'avait pas été présenté au CA). Un accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités pakistanaises a permis de combiner l'adoption de quatre revues de l'EFF pour un déboursement unique de 500 M USD (à comparer à 2,2 Mds USD si les revues avaient été adoptées séparément).

Les flux nets d'IDE chutent de 29,9 % au terme des huit premiers mois de l'exercice en cours

Selon la Banque centrale, les flux nets d'investissements directs au Pakistan ont chuté de 29,9 % à 1,3 Mds USD sur les huit premiers mois de l'exercice 2021 (juil.-juin). Cette réduction s'explique par la hausse de 34,7 % des investissements pakistanais à l'étranger (686,6 M USD), et le recul de 16 % des IDE vers le Pakistan (2 Mds USD). Toutefois, les flux nets d'investissements de portefeuille augmentent nettement, de 26,3 à 256,3 M USD sur la même période.

La Chine demeure le premier pays d'origine des IDE en flux net (40,3 % du total). Sur les huit premiers mois de l'exercice, ses investissements atteignent 799,8 M USD, soit une hausse de 8,3 % en g.a. Les Pays-Bas se placent en 2^{ème} position (9 %), suivis de Hong Kong (6,1%) et du Royaume-Uni (5,7 %). En augmentation de 61,5 %, les investissements directs de la France s'établissent sur cette période à 4,2 M USD.

Dans le même temps, le solde de la balance des transactions courantes excédentaire

Le solde de la balance des transactions courantes s'affiche à 881 M USD équivalent à 0,5 % du PIB, à comparer à un déficit de 2,7 Mds USD (-1,5 % du PIB) un an plus tôt. Conséquence de la baisse des exportations (-2,3 % à 16,1 Mds USD) couplée à la hausse des importations (+8,6 % à 32,1 Mds USD), le déficit commercial se creuse de 22,2 % pour s'établir à 16,1 Mds USD. Pour ce qui est de la balance des services, elle se réduit de 42 % à 1,3 M USD. Les transferts de travailleurs expatriés, qui atteignent 18,7 Mds USD sur la période (+24 %), continuent de couvrir entièrement le déficit commercial.

Maintien par la Banque centrale de son taux directeur à 7 % pour la 4^{ème} fois consécutive

Le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 7 %, cela après une baisse cumulée de 625 pdb entre mars et juin 2020 dans un contexte marqué par la crise sanitaire. Le comité estime en effet que les conditions de financements accommodantes (le taux directeur réel est actuellement négatif) demeurent appropriées pour soutenir la croissance économique, contenir la hausse des prix et assurer la stabilité financière. Soutenu par la reprise de l'activité industrielle, dont témoigne la croissance de 7,9 % de l'indice LSM (*Large Scale Manufacturing*) sur les huit premiers mois de l'exercice 2021, le comité précise que l'inflation devrait être contenue entre 7 et 9 % en 2020/21 avant de tendre vers la cible fixée entre 5 et 7 % à moyen terme.

Les exportations régionales en baisse de 22 % sur les huit premiers mois de l'exercice 2021

Atteignant 1,2 Mds USD, les exportations du Pakistan à destination des pays d'Asie du Sud ainsi que de l'Iran et de la Chine ont chuté de 22 % comparativement à l'année précédente en g.a. (1,5 Mds USD). Sur la période, les exportations ont chuté de 13,6 % à destination de l'Afghanistan (629,3 M USD), de 26,7 % à

destination du Bangladesh (375,6 M USD) et de 89 % à destination de l'Inde (2,1 M USD).

Subvention du Japon de 39 M USD

En soutien à la *Water & Sanitation Agency* de Faisalabad (WASA-F), le Japon a accordé une subvention de 39 M USD visant à améliorer le système de gestion et de distribution des eaux de Faisalabad. Ce financement a pour ambition de subvenir aux besoins en eau des 50 000 habitants actuellement non desservis. La JICA (*Japan International Cooperation Agency*) prévoit également d'aider la WASA-F par le biais d'une coopération technique. Pour rappel, le Japon avait précédemment accordé un don de 13,4 M USD à la WASA-F, et un autre de 4,7 M USD à la *Metropolitan Corporation of Islamabad*. Pour mémoire, le projet de modernisation du réseau de distribution a été financé par un prêt français de 33,3 M EUR sur la réserve des pays émergents (RPE) et fait l'objet pour sa seconde phase, d'un engagement de l'AFD à hauteur de 90 M EUR.

Habib Bank Limited ouvre une succursale à Pékin

Après l'ouverture d'une succursale à Urumqi en 2017, la *Habib Bank Ltd*, première banque du pays, a inauguré une succursale à Pékin. HBL est la première banque pakistanaise à ouvrir des succursales en Chine.

Sri Lanka

Extension de 6 mois du moratoire sur le remboursement des prêts du secteur touristique

Du fait de la pandémie du Covid-19 qui continue d'affecter fortement le tourisme, la Banque centrale (CBSL) a décidé, par une circulaire datée du 19 mars, de prolonger à nouveau le moratoire sur le remboursement des prêts détenus par les entreprises et individus actifs dans le secteur touristique. Ce moratoire a été étendu pour une période de 6 mois, du 1^{er} avril au 30 septembre 2021. Les emprunteurs éligibles qui souhaitent se prévaloir de cette facilité doivent déposer une

demande auprès de leur banque au plus tard le 19 avril 2021 (inclus).

Hausse du plafond de la garantie des dépôts à 1,1 M LKR

Dans une décision du 19 mars, la Banque centrale a augmenté le plafond de garantie des dépôts (SLDILSS) placés auprès des établissements financiers de 600 000 à 1,1 M LKR (5 534 USD). Cette hausse permet d'améliorer sensiblement la protection des déposants. Cette garantie est applicable lorsqu'un établissement financier voit sa licence révoquée ou suspendue.

Visite du Premier ministre au Bangladesh

Le Premier ministre, Mahinda Rajapaksa, a effectué une visite d'Etat au Bangladesh du 19 au 20 mars. Il s'agit de son premier déplacement à l'étranger depuis les élections législatives d'août 2020. Les deux pays ont fait part de leur souhait d'accroître leur coopération et les échanges économiques. Un accord commercial préférentiel devrait être négocié comme première étape avant un futur accord bilatéral de libre-échange. Différents accords de partenariats (MoU) ont en outre été signés ou renouvelés dans des domaines tels que la jeunesse, l'agriculture ou la formation.

Commande de 7 M de doses du vaccin Sputnik V

Le conseil des ministres a approuvé la proposition de la ministre de la Santé visant à commander 7 millions de doses du vaccin russe contre la COVID-19 « Sputnik V ». Le montant de la commande s'élève à 69,65 M USD. Le vaccin russe a été approuvé pour une utilisation d'urgence par l'autorité locale en charge de la régulation des produits médicaux (NMRA). Le ministère de la Santé sri lankais prévoit à terme de faire vacciner 14 millions de personnes.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international